(Traduction)

M. l'Orateur suppléant: La présidence pourrait peut-être donner lecture à la Chambre de l'amendement proposé par l'honorable député de Villeneuve.

Je propose, appuyé par M. Gauthier, que les mots suivants soient ajoutés à l'article 94A après les mots: «En ces matières». Toutefois cet amendement à l'Acte de l'Amérique du Nord britannique ne s'appliquera qu'aux provinces qui en feront la demande.

Les honorables députés auraient-ils des commentaires pouvant aider la présidence à prendre une décision au sujet de l'admissibilité de l'amendement?

(Texte)

L'hon. Guy Favreau (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, à mon avis, cet amendement n'est décidément pas conforme au Règlement. En effet, si on en lit le texte avec attention, on s'aperçoit qu'il vise une application aux provinces. Je pense qu'il est important que nous prenions tous connaissance de cet amendement dans le texte, immédiatement. Il veut ajouter dans le texte de la résolution, après les mots «en ces matières», à la dernière ligne du nouveau texte de l'article 94A, que l'adresse demande à Sa Majesté de prier le Parlement du Royaume-Uni d'adopter, les mots suivants:

Toutefois cet amendement à l'Acte de l'Amérique du Nord britannique ne s'appliquera qu'aux provinces qui en feront la demande.

Si l'on adoptait une telle addition au texte projeté de l'article 94A, on serait en présence d'un non-sens constitutionnel, qui contredirait complètement le but, la portée et le cadre de l'amendement demandé par la résolution présentée par le très honorable premier ministre.

En effet, le but du nouvel article 94 A, c'est de permettre au Parlement du Canada de légiférer. Or, le texte proposé comme addition à cet amendement prévoit, somme toute, que cet amendement, c'est-à-dire le nouvel article 94 A ne s'appliquera qu'aux provinces qui en feront la demande.

Ceci éliminerait tout sens possible à un nouvel article 94 A, parce que l'article 94 A, qui vise essentiellement les pouvoirs du Parlement fédéral de légiférer en matière de pension et de dispositions accessoires, ne peut certes, constitutionnellement, s'appliquer aux provinces, même si une province en fait la demande.

Je pense bien que ce qu'on a peut-être voulu dire—mais ce n'est tout de même pas à moi à rédiger un amendement à une mesure que le gouvernement propose—c'est que si une loi est adoptée en vertu de l'amendement constitutionnel, cette loi ne s'appliquera qu'à la province qui en aura fait la demande et, à ce moment-là, on ne saura pas, non plus,

si la demande doit être faite avant l'adoption de la loi par le Parlement du Canada ou après.

Mais je rappelle que, de toute façon, il faut lire le texte tel qu'il est présenté. Or, comme il est présenté, il tend à faire s'appliquer aux provinces, lorsque celles-ci en font la demande, une disposition constitutionnelle qui ne peut s'appliquer qu'au Parlement fédéral, d'après le texte général de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.

Pour ces raisons, je soumets que l'amendement est tout à fait irrégulier, parce qu'il est contraire à la nature même du sujet en cause, et deuxièmement il dénuerait complètement de sens le but et l'objet de la résolution présentement à l'étude.

Au point de vue pratique, d'ailleurs, si on pouvait interpréter cet amendement comme voulant dire qu'il devrait s'appliquer à une loi devant être adoptée par le Parlement fédéral, en vertu du nouvel article 94 A, ceci rendrait la procédure tellement compliquée que, à toutes fins pratiques, ce serait inapplicable.

D'ailleurs, monsieur le président, je rappelle que toutes les provinces ont donné leur consentement et que celle des provinces—c'est-à-dire le Québec—qui avait décidé de procéder par voie de résolution à la législature, a procédé ainsi et que la législature de la province de Québec a désormais approuvé cette résolution, c'est-à-dire a approuvé «complètement» la demande d'amendement.

Alors, en conséquence, je soumets que, premièrement, cette motion d'amendement est inadmissible parce qu'elle est non recevable au point de vue constitutionnel ni au point de vue du Règlement de la Chambre, et que deuxièmement, même si elle était recevable, c'est un amendement qui devrait être défait parce qu'il propose une procédure inextricable ou du moins inapplicable.

M. Rémi Paul (Berthier-Maskinongé-Delanaudière): Monsieur l'Orateur, je crois que le proposeur de cet amendement vise le côté pratique de toute législation qui pourrait découler subséquemment de l'amendement qui sera apporté à l'article 94A de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.

Il ne m'arrive pas souvent de partager les mêmes idées que l'honorable ministre de la Justice, mais j'abonde dans le sens des remarques qu'il vient de faire, parce qu'il s'agit pour nous, ce soir, d'examiner le côté constitutionnel du problème.

En vertu de l'amendement qui nous est proposé, nous demandons au Parlement canadien le pouvoir de sanctionner le désir exprimé par la Chambre de permettre au gouvernement fédéral de légiférer dans des matières bien précises.

[M. Caouette.]